L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX. No. 73, RUE DE CHARTRES

NOUVELLE-ORLEANS
MARDI MATIN, 29 SEPTEMBRE.

FEUILLETON.

LES AVENTURES DU CHEVALIER D'EON.

DEUXIÈME PARTIE.

Une conspiration à St-Pétersbourg

CHAPITRE III.

UNE FAUSSE ALERTE.

(Suite.)

Autour du temple, et surtout au bord du trou circulaire qui en occupait le centre, s'était une lutte, une cohue, un pêle-mêle animé et pittoresque. On s'replaisait à l'envi des cruches de l'eau sanctifiée. Quelques fanatiques naïfs, transportés d'une sorte d'exaltation religieuse, se plongeaient dans le fleuve, au risque de n'y noyer. Des mères même y baignaient leurs enfants.

Quand cette première ardeur fut apaisée, commença le divertissement plus spécialement destiné à la cour, mais dont profita aussi avec empressement la populace.

C'était un ballet d'Ondines et de fées de la glace, entremêlé de pantomines et de rondes de paysannes dans lesquelles rivalisaient d'élégance et de souplesse les danseurs italiens privilégiés de Sa Majesté l'Impératrice de toutes les Russies.

Au moment où le divertissement allait finir, aux applaudissements de la cour et de la foule, trois coups de canon lointains et sinistres, partis successivement de la forteresse, changèrent l'allégresse universelle en une surprise générale et bientôt en une profonde terreur.

C'était l'annonce, fort imprévue, à coup sûr, d'une crue subite des eaux, favorisée par l'influence funeste de ce vent du sud-ouest, dont le premier souffle réveille dans l'esprit des habitants de Saint Pétersbourg le souvenir de tous les désastres dont il fut l'avant-coureur et l'auxiliaire.

A cette terrible pensée d'une rupture possible des glaces, d'une débâcle subite et d'une inondation, un orage de crainte, de colère et de haine succéda en cent mille êtres de cette multitude affolée: comme l'approche de la tempête agite les épis frémissants.

Bientôt un cri funèbre de: *la débâcle! la débâcle!* courut sur tout le front de cette masse de spectateurs, comme le crépitement d'une traînée de poudre subitement enflammée. hommes, femmes, enfants, marchands, bateleurs, mendiants, soldats, tout s'enfuit dans toutes les directions.

Le cortège impérial s'ébranla lui-même sous le contre-coup de cette secousse et la panique se mit dans les rangs, jusqu'à ceux de l'impératrice Elisabeth, debout sur son trône et affectant beaucoup plus de confiance peut-être qu'elle n'en ressentait, protestait de la voix et du geste contre une alerte dont elle cherchait à se faire expliquer le motif.

Demeurant avec une majestueuse impassibilité les degrés de l'estrade, elle s'avança jusqu'au milieu de l'aire glacée, tout à l'heure battue si joyeusement par les ex-trémoutes ailés des danseurs italiens, et avisant de l'œil le chancelier Bestuchef, qui semblait plus embarrassé qu'effrayé:

—Bestuchef, s'écria-t-elle d'un ton impérieux, que signifie ce signal? Prenez avec vous quelques-uns de mes gardes et voyez donc un peu de quoi il s'agit. Mais où est Woronzoff!

—Il est fait excuser au dernier moment, sous prétexte de maladie, en réalité pour être absent, comme toujours, au moment du danger.

On tout que c'est vrai que les absents aient toujours tort, surtout à la cour, Bestuchef n'était pas homme à y contredire, surtout quand l'absent était un ennemi.

—Quel danger? interrogea Elisabeth, devenue soucieuse.

Et avant que le chancelier n'eût eu le temps de lui répondre, elle le poussa en avant, d'un geste fiévreux, d'une voix impatiente:

—Mais allez donc, allez donc, chancelier, ordonnez-lui; courez aux nouvelles et revenez vite.

Le zélé ministre ne se le fit pas dire deux fois.

Il s'élança, suivi de quelques officiers et fonctionnaires de la cour, et il disparut bientôt au milieu du tumulte, avec un air de surprise et d'inquiétude sous lequel il avait peine à dissimuler sa réelle satisfaction.

En ce moment, Olga s'approcha de l'impératrice, et d'une voix émue et résolue à la fois.

—Madame, dit-elle, quoi qu'il arrive, nous ne vous quitterons pas et périrons, s'il le faut, avec vous.

—Brave enfant! répondit l'impératrice; et pour récompenser la jeunesse de cet élan naïf de dévouement, que celle qui en était l'objet sut sincère, elle l'embrassa maternellement au front.

A ce moment revint le chancelier, suant, soufflant, tempêtant, au milieu d'un groupe de peuple essoufflé, affolé, qu'il avait ramené avec lui, en renonçant à pousser plus loin cette trouée dans la foule où il avait failli demeurer enseveli.

Il avait laissé dans la bagarre sa canne et son chapeau, et ses riches habits, déchirés et froissés, avaient perdu plusieurs des décorations dont ils étaient constellés.

—Ah! madame! s'écria-t-il d'une voix entrecoupée par l'émotion, quelle horrible nouvelle! Les digues Ladoga ont été brisées. Le peuple accuse Wiotchof et ses complices étrangers, notamment les deux voyageurs français que je trouvais si justement suspects, de ce crime abominable. L'inondation est du diable. Mettez à la-bri une existence sacrée, Pugsy!

—Que dites-vous? demanda Elisabeth, qui n'en pouvait croire ses oreilles. L'inondation...

Une sorte d'accès de délire de la multitude lui coupa la parole.

Autour d'elle retentirent, poussés par des voix furieuses et qui s'exaltaient l'une l'autre du cris de haine et de mort, aussitôt répétés au loin par les mille échos de cette multitude, où de telles imprécations sont si facilement contagieuses:

—Sauve qui peut! La débâcle! la débâcle!

—Vous les entendez? insista le chancelier. Il n'est que temps de se dérober au danger. Je me charge en votre nom de punir.

Et le chancelier faisait mine de s'éloigner, suivi de ce groupe furibond qui semblait plus discipliné qu'il ne convient et paraissait plus capable de propager le désordre que de le calmer.

Elisabeth l'arrêta net d'un coup d'œil foudroyant dans cette évolution équivoque.

Debout, le regard chargé d'éclairs, la narine frémissante, la main crispée étendue dans la direction de la populace intimidée et de Bestuchef stupéfait, Elisabeth, soit méfiance, soit excès de sentiment, soit courage naturel, se refusait à croire au danger avant de l'avoir vu, et trois étant contre trois crédulité trop hâtive et toute retraite trop égoïste.

—Arrêtez! s'écria-t-elle. Que personne ne fuie! Qui m'aime, reste. Qui s'éloigne, trahit! Le salut est avec moi. Le danger est partout ailleurs. Avant de suivre un si subit désastre, avant de donner le signal de la retraite, assurons-nous bien du péril. Donnons au moins à tous, jusqu'au bout, l'exemple du sang-froid, du courage, si nécessaires en un pareil moment.

Malheureusement pour l'effet de cette énergique allocution, de ces nobles paroles, un nouveau coup de canon retentit, et quand les fumées qui environnaient le buffet de la forteresse se furent dissipées, on put voir distinctement, lentement dressé au mât de la tour, le drapeau noir, symbole des calamités publiques.

En même temps, le tocsin sonnait à la basilique de la citadelle, et les cloches de la plupart des églises de la ville répétaient ce glas funèbre et ce lugubre signal.

Un silence de stupeur et de terreur glaça tous les cœurs, et tandis que irondait dans la foule un sourd murmure d'imprécations et de malédictions, le chancelier Bestuchef osait encore le tempe de dire à la souveraine, que l'angoisse gagnait peu à peu, mais qui ne raidissait pour n'en rien laisser paraître:

—Madame, Votre Majesté se saurait soustraire plus longtemps à donner des sarcasmes d'un courage inutile, et à braver les dangers de toute espèce qu'une telle nouvelle, et surtout une telle réalité peuvent amener avec elles, même pour la souveraine adorée d'un peuple exaspéré.

A peine le chancelier avait-il prononcé cette abjuration, que la terreur populaire, atteignant son paroxisme, se déclara en manifestations que ne contraignait plus le moindre respect.

Sans égard pour la présence de l'impératrice, qui leur semblait suffisant de ne point outrager ni menacer directement, les groupes exaltés et avides qui semblaient prendre peu à peu la tête d'un mouvement insurrectionnel, se répandirent en invectives et en injures contre les auteurs présumés de la catastrophe imminente; et donnant la note au chœur de la populace ameutée, ils réclamèrent de plus en plus impérieusement une expiation et des victimes.

—La débâcle! la débâcle! criaient-ils à tue-tête, en provoquant chaque fois un élan de panique, un mouvement de déroute.

—Mort aux hérétiques! mort aux schismatiques! hurlaient quelques popes ébranlants, quelques moines abstinences dont l'eau-de-vie, plus encore que le fanatisme, avait allumé les cerveaux.

—Mort aux traîtres étrangers! aux aux brisées de digues! vociférait quelque soldat détaché en brandissant leurs armes au-dessus de leurs têtes.

Tous ces cris, bientôt répétés dans un seul, donnèrent à la sédition le temps d'attendre le nom mandé dans lequel elle allait envelopper tous les autres, se préparant à passer des paroles aux actes, et de l'insulte au crime.

Jugeant l'affaire mûre et le moment propice, Bestuchef, qui depuis un instant méditait ce coup décisif, n'eut pas plutôt entendu retentir enfin autour de lui ce cri de: *Mort à Woronzoff!* que dépossédant toute contrainte, il s'avança hardiment vers l'impératrice, et lui posa en ces termes son ultimatum:

—Madame! si Votre Majesté ne m'accorde pas les pouvoirs nécessaires pour arrêter les coupables que la voix populaire désigne, ne fût-ce que pour les soustraire à sa fureur, je ne réponds plus de cette foule égarée, [illegible] à l'inondation, ainsi que j'y crains moi-même.

Comme Elisabeth allait répondre à cette injonction, un grand mouvement de flux et de reflux se fit sentir dans la multitude grouillante et débordante autour d'elle.

Un gros d'officiers et de soldats, ceux-ci l'épée à la main, ceux-là la baïonnette croisée, se frayant militairement un chemin à travers la foule, firent irruption sur la scène de ce début dramatique et une souveraine, une femme, intimidée, entraînée par le cortège affolé, et malheureuse, au signe d'hommage, leurs armes devaient Elisabeth, autour de laquelle ils se rangèrent délibérément.

Puis une voix vibrante, ironique, se fit entendre, au milieu du silence subit consécutif à l'intervention de la troupe libératrice, en tête de laquelle Elisabeth avait reconnu, avec des marques non dissimulées de satisfaction et de gratitude, plusieurs de ses fidèles grenadiers Préobrajinski, de ceux qui lui avaient de leurs fusils entrelacés un pavois pour la porter au trône, le jour où de prinsesse héréditaire elle était devenue souveraine, proscrivant à son tour.

La voix qui s'était fait entendre, glaçant Bestuchef jusqu'aux moëlles d'une juste terreur, n'était autre que celle de son rival, de son ennemi, de celui qu'il venait de désigner aux populaires vengeances, et qui allait l'y vouer à son tour.

C'était celle de Woronzoff, criant d'un ton de mépriant triomphe l'auteur de l'alerte si logiquement et si dangereusement combinée:

—C'est bien le moins que vous croyies ce que vous avez inventé.

—Woronzoff! murmura Bestuchef atterré; je suis perdu!

Et il courba la tête, pendant qu'à côté de l'impératrice une voix émue s'écriait, non sans un mouvement de surprise d'Elisabeth:

—Le chevalier d'Eon! Nous sommes sauvés!

Olga avait reconnu, en effet, derrière le vice-chancelier, son amant, son fiancé, et n'avait pu s'empêcher de le saluer avec un cri de joie et d'espérance, par ce nom dont la tzarine croyait posséder seule le secret.

Mais comment lui en était-elle venu d'une indiscrétion évidemment nécessaire, imposée par la fatalité de ce rôle sauveur qu'il n'aurait pu jouer sans les habits de femme de Mlle de Beaumont.

Car la première ondée avait été chaude: on le devinait assez à l'air animé du chevalier, à ses yeux étincelants de l'ardeur de la lutte, à ses vêtements en désordre, à l'épée sanglante et tordue que tenait à la main le vaillant aide de camp improvisé de Woronzoff, improvisé lui-même général du salut.

(*A continuer.*)

ADRESSE AU PEUPLE DES ETATS-UNIS

Nouvelle-Orléans, 23 Septembre 1874.

Les soussignés, membres d'un comité nommé à une réunion du comité des 70, du comité central d'Etat et du comité de paroisse, représentant l'opposition à l'usurpation de William Pitt Kellogg, chargés de préparer un exposé des récents événements en Louisiane et une adresse au peuple des Etats-Unis, se sont conscientieusement se qui suit à votre impartiale considération.

Il a été démontré et porté à la connaissance du peuple par la publication dans tous les principaux journaux des Etats-Unis, que peu de temps après l'élection de novembre 1872, par fraude illégale d'un juge de district des Etat-Unis, aidée et mise en vigueur par des soldats du gouvernement fédéral, envoyés pour cet objet de Washington à la Nouvelle-Orléans, la maison d'Etat avait été saisie pendant la nuit.

Une prétendue Législature, composée en grande partie des candidats battus, a été organisée et William Pitt Kellogg a été imposé au peuple de la Louisiane comme gouverneur, et C. C. Antoine comme lieutenant-gouverneur, quand tous deux avaient été battus par de fortes majorités, comme cela résultait du dépouillement réel des retours officiels des votes donnés.

Sans entrer dans les détails, il est hors de moment de conier du langage du Président du Sénat des Etats Unis du 20 février 1873, (Rapport No 457, 42e. Congrès, 3me session, page 41)

"Votre comité est, en conséquence, amené à la conclusion que si l'élection jeudi de novembre 1872, n'est pas absolument nulle en raison de fraudes commises, McEnery et ses collègues aux fonctions d'Etat et les personnes certifiées comme membres de la Législature par le Bureau de Préfet, doivent être reconnus comme le gouvernement légal de l'Etat; en tenant compte de tous les faits établis devant votre comité, il n'y a pas à sortir de l'alternative que le gouvernement McEnery doit être reconnu par le Congrès ou que le Congrès doit pourvoir à une réélection."

Et plus loin, p. 45:

"Si le Sénat est disposé à ne pas aller au-delà des retours officiels de l'élection, alors le gouvernement McEnery et sa Législature doivent être reconnus comme le gouvernement légal de l'Etat!

"Personne ne croit, personne n'a l'audace de prétendre que Kellogg et ses associés ont été élus, le fait étant établi par le compte rendu des retours officiels des votes donnés, fait en présence du comité du Sénat, que McEnery, Penn et leurs associés avaient été élus; la seule question était de savoir si cette élection était nulle en raison de fraudes.

Protestant, comme nous le faisons, que le comité du Sénat n'avait pas à s'occuper de la question de fraude dans une élection d'Etat, et que le gouvernement fédéral dans tous ses départements, était lié par les retours officiels des votes donnés, nous affirmons que le gouvernement McEnery est légalement et loyalement élu.

Le comité du Sénat et le peuple des Etats du Nord, ont été généralement induits en erreur et sont arrivés à une fausse conclusion en admettant comme vraies les deux propositions suivantes.

1o.—Que les votants de couleur en Louisiane dépassaient de beaucoup en nombre les votants blancs.

2o.—Que les votants de couleur et les républicains blancs avaient voté en masse pour la liste Kellogg.

1o.—Le recensement de 1870 a été fait pendant les mois de juillet et d'août, au moment où il est connu que des milliers de Blancs sont absents de l'Etat pour leurs affaires. Les nègres et les hommes de couleur n'ont ni les moyens ni le désir de voyager; et en recensement, tout en devant donner des renseignements exacts sur la population de couleur, n'est pas un exposé correct en ce qui concerne la population blanche.

Le recensement indique qu'il y avait en juillet et août 1870

Blancs du sexe masculin..... 183 631
Gens de couleur du 178 784

Excédant de blancs..... 4 247

Sur le nombre de blancs ci-dessus il y en avait au-dessous de 21 ans..... 87 066

Sur le nombre des gens de couleur ci-dessus il y en avait au-dessous de 21 ans..... 86 913

Excédant de blancs au-dessous de 21 ans..... 153

Par une règle arbitraire, les compilateurs du recensement ont classé parmi les gens au-dessous de 21 ans toutes les personnes dont l'âge était inconnu. On sait que presque tous les blancs au-dessous de l'âge de puberté sont capables de dire leur âge, de sorte que peu de blancs auront été ainsi classés.

Tandis que beaucoup de nègres ne peuvent donner un renseignement exact sur ce sujet. Très peu de blancs au-dessous de 21 ans ont donc été classés au-dessus de cet âge, tandis que beaucoup de nègres au-dessous de 21 ans auront été classés au-dessus de 21 ans, par suite de leur ignorance sur leur âge.

Le recensement a été fait sous les auspices du parti républicain, et on n'allègue pas qu'il ait été injuste pour la population de couleur ni qu'il ait diminué la force numérique de cette race, composée des amis et adhérents de ce parti.

Il donne les chiffres suivants:

Population de couleur.....	364,210
do. blanche.....	362,065
Excédant de la population de couleur.....	9,145
Blancs.....	183,631
Blanches.....	179,034
Excédant de blancs...	3,597
Femmes de couleur.....	185,426
Hommes do.	178,784
Excédant de femmes de couleur...	6,642

Cette disparité dans les deux sexes des deux races respectivement, montre que si la proportion de un à cinq, est une base correcte pour l'évaluation du nombre des votants de la race blanche avec son excédant de 3,597, une proportion différente doit être prise pour fixer celui de la race de couleur avec son excédant de 6,649 femmes.

Comme faisant partie de l'historique des événements et comme preuve de notre situation désespérée, nous insérons ici l'appel au président des Etats-Unis par le comité de 70, appel qui lui a été envoyé par télégraphe le 9 septembre 1874, dont on n'a tenu aucun compte, et qui, nous avons lieu de le croire, a été supprimé et n'a jamais pu passer sous les yeux du Président.

Nouvelle-Orléans, 9 septembre 1874.

A son Excellence U. S. Grant, président à Washington, D. C.

Monsieur,

Par ordre du comité des 70, dont je suis président, je vous soumets les résolutions et l'appel suivants, adoptés à une réunion hier soir.

J'ai l'honneur d'être très respectueusement.

R. H. MARR.

Salle du Comité des 70.
Nlle-Orléans, 8 sept. 1874.

Résolu que ce Comité, au nom des conservateurs de la Louisiane, adresse l'appel suivant au Président des Etats-Unis.

A Son Excellence U. S. Grant,
Président des Etats-Unis d'Amérique.

Le Comité des 70, corps qui représente plusieurs des Conservateurs de la Louisiane, se réitérant à votre ordre récent qui place une partie des armées des Etats-Unis sous la direction du département de la justice, pour être employé dans cet Etat et d'autres Etats du Sud, vous rappelle respectueusement que le peuple de cet Etat, que nous avons l'honneur de représenter, après deux ans de lutte contre le pouvoir de ce qu'il considère comme une odieuse usurpation, été, par votre action et par l'inaction du Congrès, renvoyé au scrutin comme étant le seul remède à ses difficultés.

L'élection prochaine a donc plus qu'une importance ordinaire. Les chances sont contre des mesures conservatrices, tant qu'elles aient une majorité indubitable, puisque le mécanisme de l'élection est dans les mains du gouverneur de fait, mécanisme arrangé avec soin par lui et ses coadjuteurs dans le but exprès de renverser la volonté populaire. Les conservateurs, désunis, croient qu'ils pourraient surmonter même ces avantages en montrant une organisation complète et de la plus grande vigilance. Vous pouvez donc imaginer avec quelle surprise cette communauté a reçu la nouvelle que vous avies placé les troupes qui doivent être envoyées parmi nous, à la disposition de l'avocat-général des Etats-Unis, dans le but d'assister le marshall de ce district S. B. Packard) à exercer des poursuites contre notre population.

Sans la moindre intention de manquer de respect et mêts par un sentiment de devoir public, nous nous permettrons de vous rappeler que dans l'opinion du peuple de cet Etat, et, nous le croyons, de tout le pays, que cette opinion soit ou non fondée, le gouvernement fédéral de la Louisiane doit sa fausse existence en grande partie à l'encouragement et à l'appui actif de l'avocat-général Williams, et que le marshal, à qui le contrôle des troupes est réellement remis, a été un de ceux qui ont le plus activement pris part aux manœuvres judicieuses qui ont abouti au moyen désignés l'usurpation a été créée; qu'il a été depuis l'ami et l'appui du gouverneur de fait; qu'il était le président de la dernière Convention républicaine dans cet Etat, dont les candidatures au Congrès et aux autres emplois sont actuellement devant le peuple; qu'il est, maintenant, comme il a été depuis plusieurs années, président du Comité central d'Etat du parti républicain de la Louisiane, et qu'il est, en conséquence, fût comme un homme de parti d'ameritume, à combattre les droits des Conservateurs.

Avec les troupes fédérales sous les ordres du président du Comité Central d'Etat du parti républicain, il est manifeste qu'une élection loyale est improbable, nous pouvons donc encore être déçus dans nos efforts pour obtenir le remède à nos maux.

Si nous comprenons bien les sentiments de notre population, elle n'a aucune objection à ce que vous envoyies des troupes en Louisiane, pourvu qu'elles y viennent pour assurer le bon ordre et un exercice sincère de la franchise électorale par les blancs et les noirs, surtout, quand le gouvernement actuel d'Etat n'ayant pas été choisi par le peuple, et n'ayant ni aux affections ni à la confiance, s'est montré entièrement incapable d'administrer les affaires de l'Etat et d'y maintenir l'ordre.

Mais nous protestons sincèrement contre la mise des troupes en Louisiane, à la veille d'une élection aussi importante que celle qui est proche, sous le contrôle des officiers civile, qui tous deux sont identifiés avec l'usurpation, et dont l'un est actuellement le président du comité central d'Etat du parti politique et qui soutient l'usurpation. Nous en appelons à vous franchement et nous vous demandons: "est-ce juste?" Si vous voulez remplacer le marshall actuel de ce district et nommer quelqu'un qui ne soit identifié avec aucun parti et qui ait la confiance des deux (et on peut facilement trouver des hommes remplissant ces conditions), nous ne ferons aucune objection à la venue des troupes en Louisiane dans le but de maintenir la paix et de garantir une élection loyale.

La classe de la population que nous représentons, n'a rien à gagner par le désordre mais a tout à y perdre. Si vous considérez de votre devoir, en vertu de la loi, d'employer des troupes ici, il nous semble que la justice exigerait qu'elles ne fussent pas placées, ni directement, ni indirectement, sous le contrôle d'un marshall qui est un homme de parti, qui est un défenseur actif de l'usurpation, et le chef reconnu d'un des partis engagés dans la lutte.

Signé: R. H. MARR,
Président du comité des 70.

Pour démontrer l'intention primitive de l'usurpation de Kellogg de manipuler l'enregistrement et l'élection de façon à assurer le succès au parti radical, nous soumettons l'analyse suivante des conférences qui ont eu lieu entre le gouvernement légal de McEnery et Penn et le gouvernement usurpateur de Kellogg:

Jeudi, le 11 septembre, un citoyen est venu à la maison d'Etat, disant que Kellogg et d'autres individus de son parti désiraient avoir une entrevue avec McEnery, Penn et d'autres personnes de leur parti, dans le but d'assurer le maintien de l'ordre et de la paix.

C'est un fait acquis à l'histoire que le peuple de la Louisiane a fait appel au Président des Etats Unis pour être délivré de l'usurpation créée et établie par le pouvoir fédéral seulement et qu'il a été repoussé avec un insulte par l'avocat-général; qu'il s'est adressé en vain au département législatif du gouvernement fédéral pour obtenir son secours dans deux sessions successives; qu'il a invoqué l'aide de la Cour Suprême des Etats-Unis pour le redressement de l'outrage commis à ses droits par un juge fédéral inférieur, Durell, et que la Cour Suprême s'est trouvée sans juridiction et immuisante à prendre connaissance de la cause.

Il ne restait au peuple de la Louisiane qu'un seul espoir, c'était l'espoir d'un remède partiel seulement.

Le terme du gouverneur est de quatre ans et le terme actuel expire en janvier 1877. Les fonctionnaires d'Etat ont, le même terme et les sénateurs siègent quatre ans, mais la moitié sont élus tous les deux ans. A l'élection de novembre 1874, un Trésorier d'Etat, les membres de la Chambre des représentants et la moitié des sénateurs doivent être choisis avec l'addition de membres du Sénat pour remplir les vacances qui peuvent résulter de décès ou autres causes. De sorte que le plus que nous pouvions espérer d'obtenir par l'élection du Trésorier d'Etat et une majorité dans la législature.

La Constitution de la Louisiane nomme le gouverneur à une mise en accusation, mais elle exige les deux tiers des sénateurs présents pour une condamnation. Comme une moitié des sénateurs sont nommés pour le même terme que le gouverneur, l'élection par l'opposition à l'usurpation Kellogg de tous les membres du Sénat à être en novembre, laisserait en pouvoir de Kellogg et ses collègues au pouvoir, et le peuple resterait soumis à la continuation de cette usurpation jusqu'à l'expiration constitutionnelle du terme en janvier 1877.

Quelque partiel que fût le remède à espérer, le peuple de la Louisiane résolut de profiter de cette élection comme du moyen le plus pacifique d'obtenir même une portion de son droit, et de venir, si faible qu'elle fût, dans le gouvernement.

Comme preuve de cette détermination, nous référons aux procès-verbaux de la Convention d'Etat récemment assemblée à Baton-Rouge, à la formation des clubs politiques dans chaque ward de la ville de la Nouvelle-Orléans et dans chaque paroisse de l'Etat et à l'empressement mis par les citoyens à s'enregistrer comme votants.

La loi d'enregistrement actuelle, dont le passage par la législature dans la forme où elle a été promulguée, a été mis en question et n'est pas cru généralement, donnera contrôleurs de l'enregistrement (*supervisors*) un pouvoir suprême, de façon qu'ils peuvent refuser d'enregistrer un citoyen ou effacer son nom des registres à leur gré et suivant leur bon plaisir, et aucune cour ne peut en l'une, sous peine d'une amende de $500, accueillir aucune demande pour faire respecter le droit d'un votant d'être enregistré comme votant.

Pour exécuter cette loi Kellogg a nommé comme contrôleurs de l'enregistrement ses adhérents politiques, dont plusieurs sont des gens de mauvaise renom, et c'est ainsi que ce pouvoir effroyable, ce mécanisme qui a été imaginé et créé dans le but spécial de dédaigner la volonté populaire, a été délégué aux instruments même de l'usurpateur; et le résultat de l'élection peut être prévu, sans risque, en avance de la véracité ou clémence du scrutin.

Voyant l'impossibilité d'obtenir une expression sincère de la volonté populaire, avec la manipulation sous contrôle de l'usurpateur et de ses créatures, un certain nombre de citoyens, représentant la portion plus respectable et la plus influente de la population de la Nouvelle-Orléans, sont allés trouver M. Kellogg et l'ont prié de choisir sur une liste de noms qu'ils fourniraient, des contrôleurs d'enregistrement pour agir conjointement avec ceux nommés par lui, de façon à pouvoir assurer aux deux parties un enregistrement impartial et une élection loyale, ce qu'il avait prétendu vouloir accorder. Il est presqu'inutile d'ajouter que cette demande a été traitée avec indifférence et que l'enregistrement frauduleux a été continué